

normes sont le plus souvent égales et parfois supérieures à celles d'autres régions. Cela est attribuable en partie à la volonté du gouvernement du Canada, tant par le passé qu'aujourd'hui, de continuer à insister fortement sur la construction d'un centre communautaire, et pas seulement d'un établissement d'enseignement, qui fasse la fierté de la localité. Cela donne aux gens l'impression qu'ils ne sont plus des citoyens de deuxième ordre, parce qu'ils ont un établissement d'enseignement ou un centre communautaire de qualité.

Ce sont les projets qui sont en cours et j'en suis très heureux.

Il y a environ 13 réserves dans ma circonscription. Une réserve en particulier a décidé de prendre totalement le contrôle de son école. Beaucoup d'autres lui ont emboîté le pas. Elle a fait de l'enseignement une priorité. Les habitants de cette réserve se sont rendu compte que c'est le moyen de se sortir du marasme économique dans lequel ils se sont trouvés à cause de décisions prises dans le passé par un fonctionnaire de l'administration centrale à Winnipeg et, avant cela, à Ottawa. Ils s'adressent à moi pour discuter de leurs préoccupations au sujet de l'enseignement qu'ils désirent pour l'avenir, dans les conditions où ils vivent, en utilisant leur culture et peut-être même leur langue.

C'était impensable il y a 25 ans. Je crois cependant que nous avons fait des pas de géant dans la réalisation d'objectifs que de nombreux Canadiens trouvent tout naturels concernant l'éducation des premiers habitants du Canada.

Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire davantage. On peut indéniablement faire plus et on fera plus. Il faut cependant veiller à ce que le travail se fasse et à ce que l'argent soit dépensé avec beaucoup de soin et de rigueur. Il saute aux yeux que l'extension qu'on voudrait donner aux services dépasse largement ce que le Canada a véritablement les moyens financiers et économiques de supporter.

Je me suis entretenu pas plus tard qu'hier avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de l'installation dans ces centres de services adéquats de lutte contre les incendies. Jusqu'à maintenant, un bon nombre de réserves éloignées n'avaient pas les moyens de combattre le feu.

Nous savons que certaines maisons sont surpeuplées. Des maisons vieilles de 20 ou 30 ans ne satisfont pas aux normes. Les règlements de prévention des incendies étaient inconnus quand elles ont été construites. Nous essayons de bâtir aujourd'hui des maisons qui respectent les mêmes normes de prévention des incendies que par-

Initiatives parlementaires

tout ailleurs. Pourquoi les autochtones n'auraient-ils pas droit aux conditions qui vont de toute évidence les aider à protéger leur famille?

Dernièrement, en peu de temps, trois réserves de ma circonscription ont eu le malheur de perdre cinq enfants dans des incendies. Aucune n'avait de service de pompiers volontaires.

Ce sont les changements qui se produisent. Ils sont considérables. Oui, ils coûtent cher aux contribuables, mais je crois que ces derniers consentent volontiers à venir en aide à ceux qui sont beaucoup plus malheureux que nous.

L'argent est en fait entre les mains de gens d'affaires autochtones qui ont pris une autre nouvelle initiative. Ils ont demandé au gouvernement du Canada de les aider à mettre sur pied et à financer leurs propres entreprises. J'en ai de magnifiques exemples dans certaines réserves de la région des lacs du Manitoba.

Je suis sûr qu'un sondage auprès de mes collègues d'Alberta et de députés de Colombie-Britannique qui sont intervenus avant moi prouverait que le gouvernement du Canada a investi énormément d'argent provenant des impôts pour aider à développer des entreprises autochtones, à les rendre fières d'elles-mêmes et à leur donner la possibilité de soutenir la concurrence sur un marché que l'on peut considérer comme difficile à conquérir.

J'ai entendu un des députés dire aujourd'hui qu'on a trop souvent tendance à rapporter la mauvaise nouvelle, quand quelqu'un a essayé de monter une entreprise et que des fonds ont été dépensés. Trop souvent, on nous accuse immédiatement d'avoir gaspillé de l'argent. On dit que nous n'avons pas abordé le problème de la bonne façon, ou que les fonctionnaires ont pris une mauvaise décision ou auraient dû avoir un peu plus de bon sens. Je reconnais que cela se produit. Je ne suis pas différent de certains de mes collègues quand nous voyons non pas tant le fait qu'un Indien a pris une initiative et perdu, mais qu'il a pu être conseillé par un non-Indien. En fait, certains ont peut-être voulu profiter du système pour s'enrichir personnellement. Cela arrive.

Je suis d'accord avec mon collègue qui m'a précédé et qui a dit que nous ne devrions pas toujours souligner les projets qui ont échoué. Il existe certes de très bons projets, très rentables, qui ont bien marché pour des électeurs et pour des Indiens qui voulaient monter leur propre entreprise.

De très nombreux indices permettent d'apprécier le changement qui s'est produit et qui a apporté une plus grande mesure d'autonomie administrative, d'épanouis-